



## La corruption et les ressources naturelles renouvelables

De nombreuses observations tendent à démontrer que la corruption est un facteur essentiel qui contribue à la dégradation des ressources naturelles renouvelables. Les agents forestiers corrompus ou les forces de la loi en cheville avec des entreprises forestières peu scrupuleuses ferment souvent les yeux sur les activités illégales qui menacent la gestion durable de la biodiversité forestière. De la même manière, les inspecteurs de pêche compromettent les réserves de poissons en acceptant des pots de vins pour ignorer les quotas officiels pour les chalutiers. Au niveau national, une mauvaise gestion peut se traduire par des politiques environnementales en deçà des standards, laissant alors des groupes d'intérêts bien particuliers définir 'le bien environnemental' commun. Dans des cas extrêmes, une corruption politique à grande échelle peut faciliter le pillage en masse des ressources naturelles d'un pays.

Ce document de travail analyse l'état actuel des découvertes et du discours relatifs à la corruption pour trois ressources naturelles renouvelables: les activités forestières, la pêche et le commerce de la faune et de la flore sauvages.

### Table des matières

1. Introduction
2. L'impact de la corruption sur l'environnement
3. La corruption dans les activités forestières
4. La corruption dans la pêche industrielle
5. La corruption dans le commerce de la faune et de la flore sauvages
6. Propositions d'action

*“MON PEUPLE ET NOS FORETS  
SONT DETRUITES PAR LA  
DEFORESTATION SAUVAGE. (...) IL  
EXISTE UNE CORRUPTION A  
GRANDE ECHELLE (...) QUI NOUS  
EMPECHE DE RESOUDRE SEULS  
LE PROBLEME.”<sup>1</sup>*

*<sup>\*</sup> Annie Kajir, avocate de Papouasie  
Nouvelle-Guinée*

---

## 1. Introduction

La relation entre la corruption et les résultats environnementaux est pourtant loin d'être évidente. Il y a peu de recherche empirique pour soutenir les professionnels qui luttent contre la corruption dans leur travail ou pour guider les décideurs dans leurs décisions.<sup>2</sup>

Ce document cherche à poursuivre et compléter les travaux antérieurs de TI en la matière, en étendant l'analyse à d'autres secteurs renouvelables. Depuis 2000, TI s'est engagé sur les questions liées à la corruption dans les ressources naturelles renouvelables. TI a concentré son attention sur la dégradation des forêts du monde et les relations qu'entretiennent corruption et déforestation illégale.<sup>3</sup>

## 2. L'impact de la corruption sur l'environnement

La dégradation de l'environnement est généralement considérée comme un problème 'd'action collective'. Différents citoyens exigent beaucoup de l'environnement pour répondre à leurs besoins. La somme de ces actions épuise les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables d'un pays ou du monde. Les efforts de conservation cherchent donc à empêcher les citoyens d'user et d'abuser des ressources naturelles renouvelables par la mise en place de politiques et la promotion de changements de comportements.

La corruption permet pourtant aux individus de contourner ces cadres régulateurs et de mettre en danger l'environnement. Différentes formes de corruption peuvent être utilisées pour prévenir l'introduction et l'application de réglementations appropriées. La corruption politique à grande échelle peut empêcher l'élaboration de politiques environnementales. La petite corruption – ou corruption administrative – permet de dévier les politiques les mieux conçues.

L'ampleur de l'impact de la corruption sur les efforts de conservation demeure controversée.<sup>4</sup> Selon une opinion largement répandue parmi les conservationnistes, la corruption réduirait directement l'efficacité et l'impact des programmes de gestion des ressources naturelles renouvelables. La corruption peut réduire indirectement le niveau des ressources financières disponibles pour les programmes de conservation et compromettre ainsi leur impact.

Dans les pays où la corruption est endémique, l'absence de responsabilité publique peut exposer les individus à la tentation irrésistible d'exploiter les ressources naturelles comme ils l'entendent. Cette vision semble confirmée par le fait que les pays qui connaissent une gouvernance faible et un niveau élevé de

corruption sont souvent les mieux dotés en ressources naturelles renouvelables et sont ainsi confrontés aux risques environnementaux les plus élevés.<sup>5</sup>

Certains considèrent que l'on en sait encore trop peu sur le sujet pour pouvoir établir un lien de causalité direct entre corruption et conservation de l'environnement. Les tenants de cette opinion soutiennent que la corruption est un phénomène complexe qui peut nuire mais aussi profiter aux efforts de conservation. En réduisant l'investissement global d'une économie par exemple, la corruption ralentit le développement d'un pays et certains des effets négatifs qui l'accompagnent : l'expansion de l'agriculture dans des écosystèmes fragiles, la pollution de l'eau et la destruction des réserves de pêche, des forêts et de la flore et de la faune.<sup>6</sup> Bien que la corruption ne devrait pas être utilisée comme argument de protection de l'environnement, il est établi que des efforts de conservation ont souvent été couronnés de succès dans des pays corrompus.

Bien que la corruption ne soit pas l'unique facteur qui conditionne les efforts de conservation, elle contribue à la dégradation de l'environnement, en 'troublant les eaux' quand il s'agit de concevoir et de mettre en œuvre des politiques de l'environnement. La corruption fausse les motivations conservatrices et trouble l'analyse des véritables causes de la dégradation de l'environnement.

### 3. La corruption dans les activités forestières

Les forêts sont essentielles pour le bien-être environnemental du monde. Elles protègent la biodiversité, régulent les schémas climatiques et constituent la réserve de carbone atmosphérique du monde. Leur dégradation représente un enjeu social, économique et environnemental urgent et affecte la vie quotidienne de millions de personnes dans le monde.<sup>7</sup>

Les activités de déforestation illégale, souvent liées à la corruption, constituent un facteur important qui contribue à la dégradation des forêts. Les coupes de bois illégales représentent parfois jusqu'à 80% de la production totale de certains pays.<sup>8</sup> La Banque Mondiale estime à plus de dix milliards de dollars les pertes annuelles liées à la déforestation illégale sur des terres publiques – soit plus de huit fois le montant officiel total de l'aide au développement alloué à la gestion durable des forêts.<sup>9</sup>

La corruption est présente à tous les stades de la chaîne de production forestière. Les pots de vin, par exemple, peuvent passer des mains des compagnies privées à celles des gardes forestiers pour faciliter l'exploitation du bois en l'absence d'autorisations nécessaires ou encore à l'extérieur des zones concédées. De manière similaire, la corruption peut également permettre le traitement illégal du bois et le commerce des récoltes. L'existence d'une corruption sérieuse et étendue a été établie au Brésil, au Cambodge, en Inde, en Indonésie, au Pakistan et en Papouasie Nouvelle-Guinée. La nature trans

#### Libéria, abattage et guerre civile

Les enquêtes menées par Global Witness, une organisation de la société civile (CSO) britannique, révèlent ainsi que plusieurs dizaines de millions de dollars de revenus de la filière bois au Libéria ont ainsi été passés sous silence chaque année pendant cette période.<sup>10</sup>

L'utilisation de ces fonds pour entretenir des conflits régionaux a poussé le Conseil de Sécurité des Nations Unies à intervenir. Il a imposé des sanctions sur les exportations de bois en provenance du Libéria et considérablement étendu les pouvoirs de la mission des Nations Unies dans ce pays, lui octroyant des moyens sans précédent pour aider le Libéria à gérer ses ressources naturelles.

nationale de la corruption signifie cependant que d'autres acteurs, dans les pays consommateurs ou importateurs, sont aussi impliqués.

Les ramifications internationales de la déforestation illégale ont été bien documentés au Libéria. Sous le régime du président Charles Taylor, les pratiques de déforestation illégale et de corruption politique étaient très répandues et ont fourni une source importante de revenus pour Taylor et ses associés. Les pots de vins recus pour l'octroi des concessions forestières étaient utilisés pour acheter des armes et entretenir une élite corrompue (voir le sidebar). Bien que l'impact environnemental de la corruption ait été moins clairement documenté au Libéria, au moins une étude forestière a demandé l'annulation de 40 % des concessions accordées pour des raisons environnementales.<sup>11</sup>

#### 4. La corruption dans la pêche industrielle

Au cours des dernières décennies, la pêche industrielle s'est développée en un commerce qui se chiffre en milliards de dollars suite à l'industrialisation et la mondialisation du secteur. La production totale de poissons dans le monde a atteint un niveau record en 2002, alors même qu'on tirait le signal d'alarme sur son impact environnemental.<sup>12</sup> Dans son rapport de 2005 sur l'état de la pêche dans le monde, la FAO révèle que près d'un quart des réserves marines mondiales sont surexploitées, épuisées ou en phase de recouvrement, y compris sept des dix principales espèces de poissons.<sup>13</sup>

Avec les menaces qui pèsent sur la viabilité de certaines pêcheries, les violations des quotas et des directives de pêche compromettent sérieusement leur protection. La pêche illégale, non réglementée et non déclarée (INN) est un problème mondial sérieux, dont la valeur totale du commerce est estimée à 9,5 milliards de dollars US par une récente étude.<sup>14</sup>

La corruption facilite la pêche INN quand les inspecteurs de pêche ou les observateurs des quotas ferment les yeux sur les violations en échange de pots de vins (voir le sidebar). Dans le cas de l'Afrique du Sud, une enquête menée en 2002 a conduit le directeur de Hout Bay Fishing Industry à plaider coupable pour 301 charges de corruption relatives à des pots de vins versés à des inspecteurs de pêche.

#### 5. La corruption dans le commerce de la faune et de la flore sauvages

La commerce mondial des plantes et des animaux sauvages est une industrie majeure qui génère un revenu estimé à 6 milliards de dollars par an.<sup>15</sup>

La régulation de ce commerce doit faire partie intégrante de toute politique de conservation mondiale. Pendant plus de 25 ans, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, connue par son sigle CITES, a cherché à renforcer la protection des espèces en danger. En dépit de ces accords, les braconniers ont mis en place des réseaux internationaux pour profiter illégalement de la demande pour des espèces rares, avec des animaux dont le prix peut monter jusqu'à 50 mille dollars US sur le marché noir international. L'ampleur de ce marché a été illustrée par une enquête britannique au cours de laquelle les officiels des douanes ont saisi 570 animaux importés illégalement par jour durant la durée de leur enquête.<sup>16</sup>

La corruption facilite le commerce illégal des espèces rares et intervient à différents stades du processus. La forme de corruption la plus courante s'observe quand les trafiquants versent des pots de vin aux douaniers pour assurer un passage des frontières sûr aux biens de contrebande. En Thaïlande, l'une des principales plaques tournantes du trafic illégal d'animaux sauvages, on a découvert l'existence d'un réseau illégal de trafiquants qui serait lié aux autorités gouvernementales. Cette découverte, mise à jour par une enquête secrète du groupe environnemental WildAid, révèle que les trafiquants ont versé 300 dollars US de pots de vins à des douaniers thaïs pour faire entrer dans le pays 400 kg de pangolins, une variété de fourmilier, en provenance du Cambodge.<sup>17</sup>

Bien que les sommes en jeu soient relativement petites, de tels pots de vins soutiennent un réseau de commerce mondial qui comprend des envois dont la valeur peut aller jusqu'à 10 millions de dollars US et qui implique des milliers d'intermédiaires dans différents pays (voir le sidebar).<sup>18</sup>

## 6. Propositions d'action

Les exemples ci-dessus montrent bien la manière dont la corruption affecte l'environnement et détruit les ressources naturelles d'un pays. La corruption peut conduire à faire des choix politiques inappropriés, limiter l'information sur les conditions environnementales existantes et contribuer à une mauvaise gestion de l'environnement. La corruption peut aussi pervertir les motivations des acteurs et empêcher l'exploitation durable des ressources renouvelables.

Pourtant, les champs d'études de la recherche empirique sur le lien qui existe entre la lutte contre la corruption et la promotion d'une gestion durable des ressources demeure limité et s'intéresse plus aux enjeux environnementaux qu'aux questions de gouvernance. En conséquence, il n'y a pas encore de consensus sur l'importance de lutter contre la corruption pour répondre aux enjeux environnementaux, en comparaison avec les autres facteurs politiques et économiques en jeu. Le lien entre l'expansion des réseaux de trafiquants et l'existence de corruption politique à grande échelle dans les pays riches en ressources naturelles renouvelables n'a pas non plus été encore clairement

### Corruption en mer de Béring

Une enquête menée en 2001 sur la pêche industrielle dans la partie russe de la Mer de Béring a montré que la gestion correcte des pêcheries de la région s'était effondrée.

L'étude avance que la corruption au sein du réseau des observateurs russes chargés d'accompagner les bateaux de pêche étrangers avait contribué à l'expansion de la pêche illégale dans la région dans les années 1990s.<sup>19</sup> Comme ces eaux représentent environ la moitié de la récolte marine totale du pays, l'épuisement potentiel des réserves de la Mer de Béring constitue une crise environnementale extrêmement préoccupante.<sup>20</sup>

### La connexion Zambie-Singapour

Une enquête portant sur un cas de corruption suspecté au sein de la Zambian Wildlife Authority (ZAWA), l'autorité Zambienne responsable de la gestion de la flore et de la faune sauvages, a établi que le pays faisait partie d'une opération de trafic international d'ivoire basé à Singapour.<sup>21</sup>

Le réseau commença à se démanteler quand les autorités singapouriennes saisirent de grandes quantités de défenses d'éléphant et de sceaux traditionnels japonais en ivoire.

Les événements qui ont conduit à la saisie de Singapour avaient en fait débuté quelques mois plus tôt dans le Parc National du Sud Luangwa en Zambie, où les gardes y avaient été accusés de travailler main dans la main avec les trafiquants d'ivoire locaux.

établi. Il est aussi nécessaire de mieux comprendre les efforts actuels des gouvernements de lier les questions de transparence et de responsabilité aux enjeux liés à la conservation de l'environnement.

Il est nécessaire de promouvoir une recherche interdisciplinaire en la matière avec des chercheurs qui allient des compétences dans les domaines de l'environnement et de la corruption pour mettre en lumière les dimensions politico-économiques qui manquent au débat sur la corruption et l'utilisation des ressources naturelles renouvelables.

Il y a de bonnes raisons de donner la priorité à des actions immédiates qui cherchent à promouvoir plus de transparence et de responsabilité dans l'exploitation durable des ressources naturelles renouvelables.

De telles actions doivent en partie être entreprises par les pays qui importent et consomment les ressources naturelles renouvelables. Ces mesures devraient comprendre l'élaboration et l'harmonisation de politiques de passation des marchés publics susceptibles de limiter les risques de corruption lors de l'octroi de permis et de concessions pour la pêche, l'exploitation forestière ou les autres industries. Des programmes d'éducation pourraient aussi être développés et mis en œuvre pour informer les importateurs, les détaillants et les consommateurs de l'impact social, environnemental et économique de la corruption dans les secteurs des ressources renouvelables. Des initiatives de certification pourraient également être utilisées pour lutter contre la corruption, en permettant la surveillance indépendante de l'exploitation des ressources renouvelables d'un pays, depuis la source jusqu'au consommateur final. Enfin, les pays importateurs et consommateurs pourraient améliorer leur coopération bilatérale avec les fournisseurs sur des questions essentielles comme la gouvernance environnementale et le commerce de ressources naturelles.

Pour les pays riches en ressources naturelles renouvelables, les mesures à prendre devraient s'attaquer aux problèmes qui sous-tendent l'état actuel de mauvaise gestion. Les réformes devraient promouvoir une collaboration entre la société civile, les compagnies, les agences gouvernementales et les utilisateurs de ressources locaux. La réforme du secteur des ressources naturelles pourrait se concentrer sur la promotion de droits de propriété et de ressources justes et bien définis. Les lois relatives aux ressources naturelles devraient également être révisées et actualisées et des codes de conduite adoptés pour des secteurs particuliers. Une option supplémentaire consiste à encourager la vérification indépendante et la certification de la production et du commerce des ressources naturelles d'un pays. Finalement, on devrait promouvoir des initiatives complémentaires qui soutiennent les petites entreprises communautaires d'exploitation des ressources naturelles. 🌍

---

**La corruption peut conduire à faire des choix politiques inappropriés, limiter l'information sur les conditions environnementales existantes et contribuer à une mauvaise gestion de l'environnement. La corruption peut aussi pervertir les motivations des acteurs et empêcher l'exploitation durable des ressources renouvelables.**

---

## La corruption et les ressources naturelles renouvelables

Ce document de travail a été préparé par le Département Politique et Recherche du Secrétariat International de TI. Il constitue un document de travail de TI qui continuera d'évoluer avec les avancées sur les questions relatives à la corruption et les ressources naturelles renouvelables.

Nous remercions tout particulièrement pour sa contribution : Claudio Weber Abramo (Transparencia Brasil, Brazil), Arild Angelsen (Center for International Forestry Research, Indonesia), Tor A. Benjaminsen (Norwegian University of Life Sciences, Norway), Matt Loftis (Transparency International Romania, Romania), Kenneth Rosenbaum (Sylvan Environmental Consultants, USA), et André Standing (Institute for Security Studies, South Africa).

Pour plus d'information sur ce document de travail, veuillez contacter Craig Fagan au Secrétariat de TI : [ples \[at\] transparency.org](mailto:ples[at]transparency.org)

**TRANSPARENCY  
INTERNATIONAL**

Téléphone

**+49-30-343820 -0**

Fax

**+49-30-347039 -12**

Secrétariat International

**Alt-Moabit 96**

**10559 Berlin**

**Allemagne**

### Référence:

<sup>1</sup> Annie Kajir, avocate de Papouasie Nouvelle-Guinée, qui a reçu le prix Goldman Environmental en 2006 pour son action en justice contre l'exploitation illégale de la forêt dans son pays.

<sup>2</sup> R.J. Smith and J.W. Walpole, 'Should Conservationists Pay More Attention to Corruption?', *Oryx*, vol. 39, no. 3 (2005).

<sup>3</sup> TI est member fondateur du Forest Integrity Network (FIN), *Background and Concept Paper*, October 2002, [http://legacy.transparency.org/fin/dnld/conceptpaper\\_web\\_nov1\\_9.pdf](http://legacy.transparency.org/fin/dnld/conceptpaper_web_nov1_9.pdf). Pour plus d'informations sur le FIN, consultez : <http://legacy.transparency.org/fin/>.

Pour plus d'informations sur cette question, voir T.E. Katzner, 'Corruption – A Double-edged Sword for Conservation? A Response to Smith and Walpole', *Oryx*, vol. 39, no. 3 (2005).

<sup>4</sup> Smith, R.J and Muir, R.D.J et al montrent que les pays dotés de nombreuses espèces animales et identifiés comme des zones prioritaires pour la conservation ont un niveau de gouvernance moins élevé que d'autres pays. Pour plus d'informations, voir: R.J. Smith, R.D.J. Muir, et al., 'Governance and the loss of biodiversity', *Nature*, vol. 4226 (2003).

<sup>5</sup> C. Barrett, C. Gibson et al., 'The complex links between governance and biodiversity', *Conservation Biology*, vol. 20, no. 5 (2006).

<sup>6</sup> A. Gupta and U. Siebert, 'Combating Forest Corruption: The Forest Integrity Network', *Journal of Sustainable Forestry*, vol. 19, no. 1 (2004).

<sup>7</sup> Selon l'Environmental Investigation Agency le commerce illégal du bois est estimé à 73% de la production de cette filière en Indonésie, à 80% au Brésil et à 50% au Cameroun. *Environmental Investigation Agency, Timber Trafficking: Illegal Logging in Indonesia, South East Asia and International Consumption of Illegally Sourced Timber, EIA and Telepak*, 2001.

<http://www.eia-international.org/cgi/reports/reports.cgi?t=template&a=26>.

<sup>8</sup> World Bank Group, 'Environment Matters at the World Bank - 2006 Annual Review', (Washington, DC: World Bank Group, Septembre 2006)

<http://siteresources.worldbank.org/INTEAPREGTOPENVIRONMENT/Resources/EnvMattersEAP06.pdf>

<sup>9</sup> Ibid

<sup>10</sup> Global Witness, 'Timber, Taylor, Soldier, Spy: How Liberia's Uncontrolled Resource Exploitation, Charles Taylor's Manipulation and the Re-recruitment of Ex-combatants are Threatening Regional Peace', Global Witness, Juin 2005,

[www.globalwitness.org/media\\_library\\_detail.php/137/en/timber\\_taylor\\_soldier\\_spy](http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/137/en/timber_taylor_soldier_spy).

<sup>11</sup> N. Bayol and J. Chevalier, 'Current State of the Forest Cover in Liberia: Forest Information Critical to Decision-Making' (Paris, France: Foret Ressources Management, July 2004). <http://www.frm-france.com>.

<sup>11</sup> N. Bayol and J. Chevalier, 'Current State of the Forest Cover in Liberia: Forest Information Critical to Decision-Making', Foret Ressources Management, Juillet 2004, <http://www.frm-france.com>.

<sup>12</sup> Food and Agriculture Organisation of the United Nations, 'Depleted Fish Stocks Require Recovery Efforts', FAO Press Release, 7 Mars 2005,

<http://www.fao.org/newsroom/en/news/2005/100095/index.html>.

<sup>13</sup> Ibid

<sup>14</sup> Environmental News Service, Traffic International, Novembre 2002, [http://www.traffic.org/traffic-bulletin/traffic\\_pub\\_bulletin\\_19\\_2.pdf](http://www.traffic.org/traffic-bulletin/traffic_pub_bulletin_19_2.pdf).

<sup>15</sup> UK Guardian, 'How British demand feeds slaughter of rare species', 12 Septembre 2004,

<http://www.guardian.co.uk/print/0,,5013991-111492,00.html>.

<sup>16</sup> Ibid

<sup>17</sup> Ibid

<sup>18</sup> J. Hastie, J. Newman et al., 'Back in Business: Elephant Poaching and the Ivory Black Markets of Asia', Environmental Investigation Agency, Octobre 2002, <http://www.eia-international.org/files/reports35-1.pdf>.

<sup>19</sup> A. Vaisman, 'Trawling in the Mist: Industrial Fisheries in the Russian Part of the Bering Sea', Traffic International, Juillet 2001, [www.traffic.org/fisheries-reports/traffic\\_pub\\_fisheries5.pdf](http://www.traffic.org/fisheries-reports/traffic_pub_fisheries5.pdf).

<sup>20</sup> M. Pastakia, 'Animal Traffic: The Road to Oblivion', *People and the Planet*, 28 Avril 2001,

<http://peopleandplanet.net/pdoc.php?id=942>.

<sup>21</sup> Hastie, J. et al, Octobre 2002

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

**Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile mondiale au premier plan de la lutte contre la corruption. Par plus de 90 sections dans le monde entier et avec un secrétariat international à Berlin, Allemagne, TI sensibilise sur les effets nuisibles de la corruption ; TI collabore avec ses partenaires dans les gouvernements, le secteur privé, et la société civile afin de développer et appliquer des mesures efficaces contre la corruption. Pour plus d'information veuillez visiter : [www.transparency.org](http://www.transparency.org)**